

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale à l'exploitation  
d'un centre de collecte et de recyclage de mégots de cigarettes  
Société TCHAOMEGOT  
Commune de Bresles**

**LA PRÉFÈTE DE L'OISE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Catherine SÉGUIN en qualité de Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;

Vu l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie approuvé par arrêté du 23 mars 2022 ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise ;

Vu la demande du 29 septembre 2023, présentée par la société TCHAOMEGOT dont le siège social est situé au 12 rue Benjamin Delessert à Bresles (60510), à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un centre de collecte et de recyclage de mégots de cigarettes situé à la même adresse ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande du 31 janvier 2024 ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu la décision d'examen au cas par cas du 21 août 2023 ;

Vu la décision du 18 mars 2024 du président du Tribunal administratif d'Amiens, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 26 avril au 13 mai 2024 inclus sur le territoire des communes de Bresles, La Rue-Saint-Pierre et Le Fay-Saint-Quentin ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications des 8 avril et 2 mai 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'absence d'avis des conseils municipaux des communes Bresles, La Rue-Saint-Pierre et Le Fay-Saint-Quentin ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le rapport et les propositions du 16 juin 2024 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du 28 juin 2024 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 1<sup>er</sup> juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;

Vu le retour d'observations de l'exploitant le 3 juillet 2024 sur le projet d'arrêté ;

Considérant ce qui suit :

1. le projet déposé par le pétitionnaire a fait l'objet d'une décision de non-soumission à évaluation environnementale du 21 août 2023 conformément à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
2. le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
3. le projet comprend une demande d'aménagement aux dispositions des articles 2.4.1 et 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
4. cette demande concerne le comportement au feu du bâtiment recevant l'activité classée sous la rubrique n° 2311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

5. le pétitionnaire a présenté des mesures compensatoires permettant de contenir les flux provoqués par un incendie à l'intérieur des limites de propriété du site ;
6. d'après les modélisations réalisées par l'exploitant, aucun flux thermique supérieur à 3 kW/m<sup>2</sup> ne sort des limites de l'établissement en cas d'incendie ;
7. la réalisation d'une étude d'ingénierie et de sécurité incendie est prescrite par le présent arrêté avant le lancement des installations classées sous la rubrique 2311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, permettant de s'assurer que l'évacuation du personnel soit possible en cas d'incendie ;
8. en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
9. les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
10. les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
11. les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION**

##### **ARTICLE 1.1.1 - EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société TCHAOMEGOT, (SIRET n° 88522832000028), dont le siège social est situé au 12 rue Benjamin Delessert à Bresles (60510) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de Bresles à cette même adresse, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **ARTICLE 1.1.2 - LOCALISATION ET SURFACE OCCUPÉE PAR LES INSTALLATIONS**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section	Parcelles
BRESLES	AD	1

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 4 252 m<sup>2</sup>.

### ARTICLE 1.1.3 - INSTALLATIONS VISÉES PAR LA NOMENCLATURE ET SOUMISES À DÉCLARATION, ENREGISTREMENT OU AUTORISATION

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 7. du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

### CHAPITRE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Régime (*)
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Traitement maximal de 2,5 tonnes de mégots de cigarettes	A
2311	Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.). La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant : Supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 5t/j	Traitement maximal de 750 kg/jour	D

(\*) A (autorisation), D (Déclaration)

### ARTICLE 1.2.1 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS

Le site d'une surface totale de 4 252 m<sup>2</sup> comporte :

- un bâtiment de 1 152 m<sup>2</sup> composé :
  - des bureaux et locaux sociaux ;
  - d'une zone de stockage de mégots ouverts dépollués ;
  - d'une zone de préparation / transformation et dépollution ;
  - d'une zone d'activité de matelassage ;
  - d'une zone de stockage de cendriers propres ;
- des aires extérieures étanches de 1 426 m<sup>2</sup> composées :
  - de voiries et parkings ;
  - d'une zone de stockage extérieure dédiée :
    - à la réception et au déchargement de sacs de mégots entrants ;
    - au stockage et à l'enlèvement des résidus de cendres et tabac générés au cours du traitement ;
    - au stockage et enlèvement des mégots souillés ;
    - au stockage et enlèvement des sacs vides qui sont nettoyés en sous-traitance et ramenés sur site pour être réutilisés ;
    - au stockage et enlèvement des sacs vides usagés qui sont éliminés en sous-traitance ;
    - à un stockage tampon éventuel.

Un plan des installations est présent en annexe 1 du présent arrêté.

### **CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

### **CHAPITRE 1.4 - CESSATION D'ACTIVITÉ**

#### **ARTICLE 1.4.1 - CESSATION D'ACTIVITÉ ET REMISE EN ÉTAT**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est un usage de type industriel.

### **CHAPITRE 1.5 - DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **CHAPITRE 1.6 - RAPPORT D'INCIDENT OU D'ACCIDENT**

Les rapports d'incident et d'accident mentionnés à l'article R. 512-69 du Code de l'environnement sont transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE 1.7 - RYTHME D'ACTIVITÉ**

Les installations fonctionnent du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h30.

## TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### CHAPITRE 2.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 2.1.1 - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité
Conduit n° 1 - Dépoussiéreur	Ligne de dépollution des mégots	Électrique (puissance inférieure à 50KW)
Conduit n° 2 - Sécheur	Installation de séchage des mégots	Électrique (puissance inférieure à 50KW)

#### ARTICLE 2.1.2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n° 1 - Dépoussiéreur	Hauteur 8,5 m par rapport au sol	350 mm pour un débit de 5000m <sup>3</sup> /h	5000m <sup>3</sup> /h	14,44 m/s pour un débit de 5000m <sup>3</sup> /h
Conduit n° 2 - Sécheur	Hauteur 8,5 m par rapport au sol	200 mm pour un débit de 1500m <sup>3</sup> /h	1500m <sup>3</sup> /h	13,26 m/s pour un débit de 1500m <sup>3</sup> /h

### CHAPITRE 2.2 - LIMITATION DES REJETS

#### ARTICLE 2.2.1 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES / VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

##### Article 2.2.1.1 - Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre		Conduits n°1 et 2
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières, y compris particules fines		100 mg/m <sup>3</sup> si flux < 1 kg/h 40 mg/m <sup>3</sup> si le flux > 1 kg/h
Métaux et composés	Cadmium, mercure et thallium, et leurs composés	0,05 mg/m <sup>3</sup> par métal et de 0,1 mg/m <sup>3</sup> pour la somme des métaux si flux > 1 g/h
	Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés	1 mg/m <sup>3</sup> si flux > 5 g/h
	Plomb et ses composés	1 mg/m <sup>3</sup> si flux > 10 g/h
	Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés	5 mg/m <sup>3</sup> si flux > 25 g/h
COVNM		110 mg/m <sup>3</sup> si flux > 2 kg/h
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998		20 mg/m <sup>3</sup> si flux > 0,1 kg/h*
COV à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61		2 mg/m <sup>3</sup> si flux > 10 g/h
COV à mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68		20 mg/m <sup>3</sup> si flux > 100 g/h

\* En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m<sup>3</sup> ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.

## CHAPITRE 2.3 - SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

### ARTICLE 2.3.1 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES

L'exploitant assure une surveillance des rejets n° 1 et 2 dans les conditions suivantes :

Rejet	Paramètre		Fréquence	Méthodes de mesure
Rejet n°1 et n°2	Débit		Annuelle	Selon les normes en vigueur
	Poussières			
	Métaux et composés	Cadmium, mercure et thallium, et leurs composés		
		Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés		
		Plomb et ses composés		
		Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés		
	COVNM			
	COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998			
	COV à mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61			
	COV à mentions de danger H341 ou H351 ou les phrases de risque R40 ou R68			

La première surveillance des rejets intervient six mois après la mise en service de chacune des installations.

## TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 3.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 3.1.1 - ORIGINE ET RÉGLEMENTATION DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal
	Annuel (m <sup>3</sup> /an)
Réseau d'eau communal	520

### CHAPITRE 3.2 - CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX ET POINTS DE REJET

#### ARTICLE 3.2.1 - POINTS DE REJET

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux pluviales susceptibles d'être polluées, eaux pluviales non polluées, de toiture, eaux vannes.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Traitement	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
Pt N°1 côté ouest	X645832 Y6924531	Eaux pluviales de voiries et toitures	Milieu naturel	Séparateur à hydrocarbures	Fossé enherbé de la zone industrielle
Pt N°2 côté est	X645865 Y6924521	Eaux pluviales de voiries et toitures	Milieu naturel	Aucun	Fossé enherbé de la zone industrielle
Pt N°3	X645859 Y6924466	Eaux vannes	Réseau eaux usées	Aucun	Station d'épuration communale de Bresles

Dans les six mois suivants la signature du présent arrêté, l'exploitant réalise une étude technico-économique sur la séparation entre les eaux pluviales de toiture du bâtiment et les eaux pluviales de voiries du secteur ouest susceptibles d'être polluées.

Cette étude est transmise dès réception aux installations classées pour la protection de l'environnement.

### CHAPITRE 3.3 - LIMITATION DES REJETS

#### ARTICLE 3.3.1 - CARACTÉRISTIQUES DES REJETS EXTERNES

Les eaux pluviales respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) pour le point de rejet n°1 :

Paramètre	Caractéristiques
Température	Max 30°C
pH	5,5 < pH < 8,8
MES	100 mg/l si flux max < 15 kg/j, 35 mg/l au-delà
DBO5	100 mg/l si flux max < 30 kg/j, 30 mg/l au-delà
DCO	300 mg/l si flux max < 100 kg/j, 125 mg/l au-delà
Azote	30 mg/l si flux max < 50 kg/j
Phosphore	10 mg/l si flux max < 15 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l si flux > 3 g/j
Indice cyanures totaux	0,2 mg/l
Cr VI (chrome hexavalent)	50 µg/l si flux > 1 g/l
Pb (plomb)	0,1 mg/l si flux > 5g/j
Cr (chrome)	0,1 mg/l si flux > 5 g/j
Mn (Manganèse)	1 mg/l si flux > 10 g/j
Sn (Etain)	2 mg/l si flux > 20 g/j
Fe+Al (Fer, aluminium)	5 mg/l si flux > 20 g/j
AOX	1 mg/l si flux > 30 g/j
Hydrocarbures totaux (HCT)	10 mg/l si flux > 100 g/j
Ion fluorure (F-)	15 mg/j si flux > 150 g/j
Cd (Cadmium)	25 µg/l si flux > 1g/j
Hg (Mercure)	25 µg/l
Cyanures libres (en CN-)	< 0,2 mg/l
Cuivre (Cu)	0,250 mg/l si flux > 5g/j
Nickel (Ni)	0,2 mg/l si flux > 5g/j
Zinc (Zn)	2 mg/l si flux > 20 g/j
Arsenic (As)	0,2 mg/l si flux > 0,5 g/j
Dichlorométhane	100 µg/l si flux > 5 g/j

### CHAPITRE 3.4 - SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

#### ARTICLE 3.4.1 - CONTRÔLE DES REJETS

L'exploitant réalise les contrôles suivants :



Pt rejet	Paramètre	Périodicité de la mesure
Pt N°1	Température	Annuelle
	pH	
	MES	
	DBO5	
	DCO	
	Azote	
	Phosphore	
	Indice phénols	
	Indice cyanures totaux	
	Cr VI (chrome hexavalent)	
	Pb (plomb)	
	Cr (chrome)	
	Mn (Manganèse)	
	Sn (Etain)	
	Fe+Al (Fer, aluminium)	
	AOX	
	Hydrocarbures totaux (HCT)	
	Ion fluorure (F-)	
	Cd (Cadmium)	
	Hg (Mercure)	
	Cyanures libres (en CN-)	
	Cuivre (Cu)	
	Nickel (Ni)	
	Zinc (Zn)	
	Arsenic (As)	
	Dichlorométhane	

Les prélèvements sont réalisés conformément à la réglementation en vigueur.

## TITRE 4 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

### CHAPITRE 4.1 - LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

#### ARTICLE 4.1.1 - NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### ARTICLE 4.1.2 - MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation.

#### ARTICLE 4.1.3 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

## CHAPITRE 4.2 - LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux ;
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

## CHAPITRE 4.3 - INSERTION PAYSAGÈRE

### ARTICLE 4.3.1 - PROPRETÉ

L'exploitant prend toutes les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets...

### ARTICLE 4.3.2 - ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placées sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejets et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

## TITRE 5 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### CHAPITRE 5.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 5.1.1 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET COMPORTEMENT AU FEU

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	Local	Sol	Toiture
Bâtiment	Structure R 15 Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité).	Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1)	Toiture : matériaux incombustibles

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 5.1.2 - DÉSENFUMAGE

Les locaux fermés permettent l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de la surface au sol.

### ARTICLE 5.1.3 - ORGANISATION DES STOCKAGES

Nature de déchets/flux	Précision (type de déchets / localisation)	Référence plan*	Surface (en m <sup>2</sup> )	Hauteur maximale (m)	Volume (m <sup>3</sup> )	Tonnage
Mégots de cigarettes entrants	Zone de livraison des sacs entrants de mégots	A	6	3	6.1	1.34
Résidus de cendres/tabac	Zone de stockage des déchets issus du traitement	B	10	3	22.7	5.8
Mégots de cigarettes souillés	Zone de stockage des déchets issus du traitement	C	8	3	9.7	2.14
Filtres en cours de traitement	Zone de stockage tampon des filtres triés, séchés broyés en amont de la dépollution	D	2	1	0	0
Filtres en cours de traitement	Zone de stockage tampon des filtres	E	10	2	0	0
Substances extraites	Zone de stockage des déchets issus du traitement	F	2	1	0.4	0.8
Total : 38 m <sup>2</sup>						
Produits semi-finis : filtres dépollués	Zone de stockage tampon de la matière en sortie du processus de traitement et en tête du processus de matelassage	G	21	2	0	0
Produits finis : rouleaux d'isolant	Zone de stockage des rouleaux d'isolants prêt à être expédiés	H	12	3	24	1.9
Zone d'assemblage et de stockage des marchandises (cendriers)	Zone d'assemblage, de stockage des cendriers, pièces détachées et expédition de marchandises	I	150	3	/	/
Sacs vides à nettoyer Déchets non-dangereux	Stockages des sacs à nettoyer pour être réutilisés dans le transport des mégots	J	4	3	12	3.6
Sacs vides à nettoyer Déchets non-dangereux	Stockages des sacs à nettoyer pour être réutilisés dans le transport des mégots	K	2	3	2	0.6
Total : 189 m <sup>2</sup>						
Zone de stockage tampon	Stockage exceptionnel en cas de panne sur ligne de traitement	L	30	3	/	/

\*plan en annexe 2 du présent arrêté

### ARTICLE 5.1.4 - ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS À PROXIMITÉ DE L'INSTALLATION

Les portails et barrières sont équipés de dispositifs facilement destructibles ou permettant l'ouverture par polycoise sapeurs-pompiers.

### **ARTICLE 5.1.5 - DISPOSITIFS DE RÉTENTION ET DE CONFINEMENT DES DÉVERSEMENTS ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

L'exploitant dispose d'une rétention d'un volume de 263 m<sup>3</sup>.

Le confinement des eaux incendie est effectué par mise en charge des réseaux d'eau internes et de l'espace voirie par isolement de ces réseaux au moyen de deux vannes guillottes installées sur les rejets des eaux pluviales.

L'exploitant met en place une procédure de mise en confinement des eaux polluées en cas d'incendie ou de déversement de matière dangereuse et forme le personnel à l'usage des vannes guillottes.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

### **ARTICLE 5.1.6 - FORMATION DU PERSONNEL**

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

## **CHAPITRE 5.2 - MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS**

### **ARTICLE 5.2.1 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum :

- d'un poteau à incendie situé à moins de 100 m du site permettant de fournir 90 m<sup>3</sup>/h ;
- d'un système d'extinction automatique au CO<sub>2</sub> sur le broyeur et le sécheur de la ligne de process ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;
- d'un extincteur mobile de 50 kg approprié aux risques à combattre et compatible avec les produits stockés ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu en quantité adaptée au risque et des pelles.

### **ARTICLE 5.2.2 - PLAN DE DÉFENSE INCENDIE**

L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie.

Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

Il comprend au minimum :

- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu au point 3.5 de l'annexe I sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.

## TITRE 6 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### CHAPITRE 6.1 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### CHAPITRE 6.2 - PRODUCTION DE DÉCHETS, TRI, RECYCLAGE ET VALORISATION

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Description des déchets	Tonnage annuel
Déchets non dangereux	20 01 01	Papier et carton	Indésirables (papier, touillettes, mouchoirs, etc.)	2
Déchets dangereux	15 01 10*	Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	Sacs de transport endommagés non réutilisables	2,7
	15 02 02*	Absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses	Mégots non-recyclables	23
	16 05 08*	Produits chimiques d'origine organique à base de ou contenant des substances dangereuses, mis au rebut	Substances toxiques extraites en concentré du filtre de mégot	9
	20 01 99	Autres fractions non spécifiées ailleurs	Cendres / tabac	64

L'exploitant tient à jour et à disposition de l'inspection la liste des déchets produits à jour et leur caractérisation au titre des articles L. 541-7-1, R. 541-7 et R. 541-8.

### CHAPITRE 6.3 - GESTION DES DÉCHETS REÇUS PAR L'INSTALLATION

#### ARTICLE 6.3.1 - DESCRIPTION DES DÉCHETS ENTRANTS

Les principaux déchets reçus sur le site sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Description des déchets	Tonnage annuel
Déchets dangereux	20 01 99*	Déchets municipaux (déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations), y compris les fractions collectées séparément	Mégots de cigarettes	295

#### ARTICLE 6.3.1.1 - ADMISSION DES DÉCHETS

L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;

- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

#### **ARTICLE 6.3.1.2 - CONTRÔLE À L'ENTRÉE**

Avant d'être admis, tout chargement de déchet fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

À cet effet, l'exploitant met en œuvre des procédures adaptées au contrôle du déchet à l'entrée du site afin de s'assurer de :

- l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- la présence d'un bordereau de suivi de déchets dûment renseigné par le producteur et le transporteur pour les déchets qui le nécessitent ;
- l'absence de radioactivité du chargement ;
- la prise d'échantillon en fonction du type de déchet ;
- l'identification du déchet et de sa conformité avec le certificat d'acceptation préalable.

Les procédures sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

#### **ARTICLE 6.3.1.3 - REGISTRE DE SUIVI DES DÉCHETS**

Conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé, l'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants et sortants.

#### **ARTICLE 6.3.1.4 - REFUS DE DÉCHETS**

Les déchets présentant les caractéristiques suivantes ne sont pas autorisés sur le site :

- déchets radioactifs ;
- déchets explosifs ;
- déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI).

Les déchets refusés sont consignés dans un registre contenant au moins les informations suivantes :

- nom et adresse du producteur ;
- nom et adresse du transporteur, immatriculation du véhicule ;
- nature et code du déchet ;
- résultats d'analyses le cas échéant ;
- quantité ;
- motif du refus ;
- date ;
- conditionnement.

Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

---

## **TITRE 7 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS**

---

### **CHAPITRE 7.1 - CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES À LA RUBRIQUE 2311**

Les prescriptions de l'article 2.4.1 et du premier alinéa de la partie e) de l'article 2.4.3 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration concernant le comportement au feu du bâtiment ne sont pas applicables aux installations.

Les prescriptions de l'article 5.1.1 du présent arrêté s'appliquent en lieu et place de celles-ci.

#### **ARTICLE 7.1.1 - RÉALISATION D'UNE ÉTUDE INGÉNIERIE SÉCURITÉ INCENDIE**

Avant la mise en service des installations soumises à la rubrique 2311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, l'exploitant réalise une étude Ingénierie Sécurité Incendie du bâtiment.

Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées.

Les installations soumises à la rubrique 2311 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne sont mises en service qu'en cas d'évacuation du personnel compatible avec la vitesse de propagation d'un incendie et la stabilité du bâtiment.

---

## **TITRE 8 - DISPOSITIONS FINALES**

---

### **CHAPITRE 8.1 - CADUCITÉ**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.



## CHAPITRE 8.2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80000 Amiens :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé à l'encontre de la présente autorisation environnementale, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier celui-ci à la préfète de l'Oise et au bénéficiaire de la décision.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Lorsque le droit de former un recours contre la présente décision est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif de la part du requérant et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. La demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

L'envoi de la copie du recours gracieux ou hiérarchique au bénéficiaire de la décision ou l'envoi de la copie du recours contentieux au bénéficiaire de la décision et à la préfète de l'Oise respecte les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement.

## CHAPITRE 8.3 - PUBLICITÉ

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Bresles pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Bresles fait connaître, par procès verbal adressé à la préfète de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### CHAPITRE 8.4 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le maire de Bresles, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 08 JUIL. 2024

Pour la Préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Frédéric BOVET

#### Destinataires :

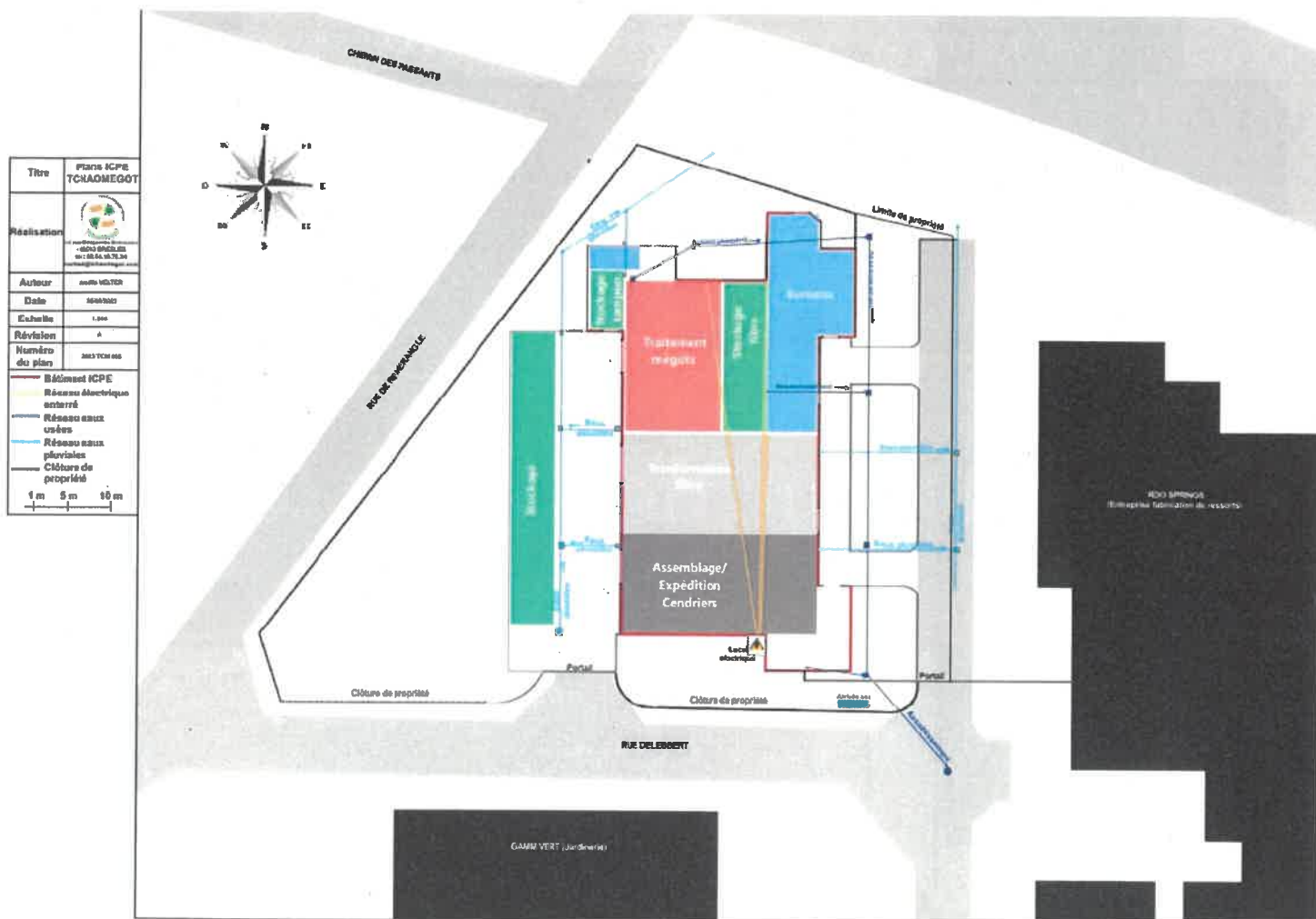
La société TCHAOMEGOT

Le maire de la commune de Bresles

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

## Annexe 1 : Plan des zones de stockage :



## Annexe 2 : Plan des zones de stockage :

